

(N° 315)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUIN 1926.

Projet de loi portant modification des lois sur la contribution foncière, la taxe sur les jeux et paris, la taxe sur les spectacles ou divertissements publics, la taxe sur les automobiles et la contribution personnelle.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

I. — Contribution foncière.

ART. 1 à 3.

Au moment où la situation financière du pays oblige le Gouvernement à relever certains impôts indirects, il est équitable que la propriété foncière qui, d'une manière générale, n'a pas subi les atteintes de la dévalorisation du franc, contribue également, dans une certaine mesure à faire au profit du Trésor un sacrifice exceptionnel aux fins d'assurer notre relèvement financier.

Dans ce but, le présent projet de loi porte création de centimes additionnels extraordinaires à la contribution foncière. Ces centimes additionnels sont perçus au profit exclusif de l'État et ils ne pourront subir aucune augmentation de la part des provinces et des communes. D'autre part et bien que l'article 141 de la Constitution stipule que les impôts au profit de l'État sont votés annuellement et que les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an si elles ne sont renouvelées, le Gouvernement a cru devoir indiquer dans le texte que l'impôt se percevra pendant quatre ans et se limitera à cette période.

Aux termes de l'article 1^{er}, il est établi 100 ⁽¹⁾ centimes additionnels à la contribution foncière afférente aux propriétés non bâties autres que les bois et forêts; ces additionnels sont réduits à 50 ⁽²⁾ pour les bois et forêts et pour les propriétés bâties servant à l'habitation ou à l'exploitation. On a adopté la forme d'additionnels à la contribution foncière, parce que de cette manière il sera possible de suivre les modifications qui surviennent à la fois dans la personne du propriétaire et dans le montant du revenu; d'autre part, les dispositions en

(1) Ce qui correspond à 10 % du revenu cadastral.

(2) Ce qui correspond à 5 % du revenu cadastral.

vigueur pour la contribution foncière en ce qui concerne l'établissement, le recouvrement, les poursuites, le privilège, l'hypothèque, etc., seront automatiquement applicables aux dits additionnels.

Il ne peut guère surgir de difficultés pratiques pour déterminer les propriétés non bâties affectées à la culture, à l'agrément ou à la spéculation, passibles annuellement de 100 centimes additionnels et les bois et forêts pour lesquels ces additionnels sont réduits à 50. Quant aux propriétés bâties, celles qui servent à l'habitation ou à l'exploitation seront seules assujetties aux additionnels; ceux-ci ne seront donc pas applicables aux immeubles affectés à des buts d'utilité générale dans le sens le plus large : édifices du culte, établissements de bienfaisance ou d'enseignement, locaux occupés par des cercles d'étude, d'art, de propagande, etc.; cette énumération n'est d'ailleurs qu'exemplative.

D'autre part, sont exempts les immeubles auxquels s'applique la loi des loyers.

* * *

L'article 2 porte que les additionnels sont dus par le propriétaire, possesseur, emphytéote, superficiaire ou usufruitier des biens imposables; c'est donc le même régime qu'en matière d'impôt foncier avec cette différence toutefois que hormis le cas prévu à l'alinéa suivant, le propriétaire ne pourra jamais réclamer ces additionnels à son locataire même si le bail actuel ou futur contient à cet égard une clause contraire.

Cependant, il en sera autrement lorsque le loyer ou fermage, dans le courant de l'une ou l'autre des quatre années d'existence des additionnels, n'atteint pas le triple en numéraire du loyer ou fermage de 1914; dans ce cas, c'est-à-dire lorsque la représentation, en francs papier, du loyer ou fermage fixé en monnaie, en avantages en nature ou en fonction du prix de certains produits ou d'une quantité de ceux-ci, ne correspond pas à au moins trois fois le fermage ou loyer de 1914, le redevable des additionnels sera fondé, même si le contrat de bail ne contient à cet égard aucune clause spéciale, à en réclamer le remboursement à ses locataires ou fermiers; il ne pourra cependant pas recourir à cette fin à l'Administration des Contributions, mais il devra s'adresser directement à ses locataires.

* * *

Le Gouvernement désire pouvoir disposer aussitôt que possible des nouvelles ressources créées; c'est pourquoi l'article 3 prévoit des réductions sur le total des additionnels en faveur des redevables qui s'acquitteront de leurs annuités avant le 1^{er} octobre 1926, 1^{er} juillet 1927 ou 1^{er} juillet 1928.

II. — Taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.

ART. 4.

Cet article établit 25 centimes additionnels à la taxe sur les automobiles, soit une majoration d'un quart.

Ainsi augmentée, la taxe ne représentera pas, dans la plupart des cas, le quadruple de celle de 1914.

Les additionnels proposés s'appliqueront pour l'année 1926, même aux détenteurs d'automobiles qui ont déjà payé la taxe. Un supplément leur sera réclamé à due concurrence.

En cas de vente ou de cessation d'usage, le supplément sera calculé au prorata de la durée d'utilisation du véhicule par chacun des détenteurs.

Pour couper court à toute contestation, le § 2 de l'article détermine la portée exacte des termes de l'article 23 de la loi du 31 décembre 1925 qui limitent la taxe à 5 % de la valeur brute imposable des véhicules.

III. — Taxe sur les spectacles ou divertissements publics.

ART. 5.

Le second alinéa du § 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1920 est libellé comme suit : « Seule, la dite taxe est défalquée pour établir le montant des recettes imposables. » Il permet donc de déduire la taxe du montant des recettes, c'est-à-dire d'appliquer le taux de 15 %, par exemple, à concurrence de 15/115^{es} seulement au lieu de 15/100^{es}.

L'article 5, § 1^{er}, a pour but de supprimer cette déduction. Dorénavant les taux prévus par la loi seront donc appliqués sans aucune déduction. Exemple : 1.200 francs de recettes seront, au taux de 15 %, soumis à une taxe de 180 francs au lieu de fr. 156.53. Il appartiendra aux organisateurs de spectacles ou divertissements de prendre les mesures qu'ils jugeraient opportunes en vue de récupérer l'impôt sur le public.

Les bals ou parties de danses organisés ailleurs que dans les dancings où la taxe de 30 % est applicable, ne sont actuellement soumis qu'à un impôt de 15 %. Leur vogue permet de relever ce pourcentage et de le porter à 20 % sur toutes les recettes en provenant, y compris notamment les prix d'entrée, les redevances par danse, le produit des consommations, etc.

Les modifications proposées entraîneront une augmentation de rendement d'environ 9 millions. Pour que cette augmentation revienne exclusivement à l'État, il est nécessaire de ramener la part des provinces et des communes respectivement de 1/10^e à 1/12^e et de 3/10^{es} à 3/12^{es} à partir de la mise en vigueur des nouvelles dispositions.

IV. — Taxe sur les jeux et paris.

ART. 6.

Lors du dépôt du projet devenu la loi du 31 décembre 1925, le Gouvernement avait préconisé d'établir une taxe sur les *sommes engagées* dans les concours colombophiles, sauf à exonérer ces sommes lorsque leur montant ne dépasse pas 10 francs.

La Commission chargée de l'examen du dit projet ayant estimé qu'il était préférable de percevoir l'impôt sur les *attributions aux gagnants*, le Gouvernement suggéra d'exempter les dites attributions ne dépassant pas 60 francs. Mais le législateur porta le maximum d'exemption à 100 francs (art. 51, § 1, 2^e, 1^{er} alinéa de la loi du 31 décembre 1925).

L'expérience de quelques mois a révélé que ce maximum de 100 francs est trop élevé et que la plupart des prix échappent à l'impôt, les amateurs montrant d'ailleurs une tendance à répartir leurs paris sur un plus grand nombre de pigeons afin de mieux bénéficier de l'exemption par pigeon. L'impôt n'étant que de 3 % pour les attributions de 500 francs et moins, on a pensé que le maximum d'exemption pourrait être réduit de 100 à 50 francs. De cette manière les prévisions budgétaires (6 millions de francs pour 1926) seront sans doute atteintes.

Les paris donnant lieu à des prix de 50 francs et moins resteront couverts par la taxe de 1 franc par bague (art. 90 de la loi du 28 août 1921). Au lieu d'augmenter cette imposition — en tenant compte de la dépréciation monétaire — il a paru préférable de réduire, comme il est dit plus haut, l'immunisation en matière de prix attribués. La charge nouvelle sera ainsi supportée par ceux qui obtiennent un profit.

— Dans le projet devenu la loi du 31 décembre 1925, le Gouvernement avait prévu que des paris aux courses de chevaux pourraient être acceptés dans l'enceinte des champs de courses et dans certaines agences agréées établies en ville. La Commission chargée par la Chambre des Représentants de l'examen du dit projet (*Doc. parl.*, session 1925/1926, doc. n° 87) ne crut toutefois pas pouvoir entrer dans la voie suggérée.

On pense qu'en l'espèce il s'est produit un malentendu. Ainsi, certains dirigeants d'organismes hippiques qui, précédemment, étaient adversaires des agences dont il s'agit, s'en déclarent aujourd'hui partisans.

Dans les milieux initiés, on estime à plusieurs centaines de millions les paris clandestins conclus en Belgique sur les résultats de courses étrangères et qui échappent à la taxation. Généralement, les opérations s'effectuent à l'intervention de débitants de boissons qui reçoivent une commission s'élevant souvent à 5 % des sommes pariées. La plupart des journaux belges font suivre les résultats des courses étrangères, et notamment françaises, d'indications relatives aux opérations de paris à l'étranger, indications qui certainement facilitent les opérations tant des parieurs que des organisateurs clandestins de paris.

La surveillance la plus assidue n'est pas parvenue à mettre fin aux pratiques des agences clandestines. Le Gouvernement, considérant la situation financière du moment, s'est demandé s'il n'était pas préférable de tolérer l'organisation des paris de l'espèce au grand jour, en entourant cette organisation de précautions au point de vue de la moralité publique; il laisse à la Législature le soin d'apprécier une nouvelle fois la question.

— Pour éviter des litiges et des procédures multiples, il paraît nécessaire de spécifier d'une façon formelle que le texte des articles 89 et 90 de la loi du 28 août 1921 et celui de l'article 54 de la loi du 31 décembre 1925 ne font aucune distinction quant au caractère public ou privé des opérations. Il va de soi qu'on ne songe pas à taxer les jeux comportant des mises modérées et qui se pratiquent occasionnellement dans des réunions de caractère plutôt familial. Mais il n'est pas admissible d'accorder l'exemption de l'impôt aux opérations pratiquées par les membres de sociétés comportant des centaines, voire des milliers de membres, sous prétexte qu'il s'agit de groupements privés. Le § 3 de l'article a pour but de dissiper tout doute à cet égard.

V. — Contribution personnelle.**Art. 7.**

L'article 62 de la loi du 31 décembre 1925 a élevé de 15 à 100 les additionnels au profit de l'État en ce qui concerne la contribution personnelle sur les domestiques et les chevaux.

Eu égard aux circonstances actuelles, il a paru que cette majoration était susceptible d'être accentuée de manière à atteindre 200 additionnels ainsi que le prévoit l'article 7 du projet.

En fait, la dite contribution sera à peine triplée comparativement à celle de 1914.

Le Ministre des Finances,

B^{on} HOUTART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JUNI 1926.

Wetsontwerp houdende wijziging van de wetten op de grondbelasting, de taxe op het spel en de weddenschappen, de taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden, de taxe op de automobielen en de personeele belasting.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

I. — Grondbelasting.

ART. 1 TOT 3.

Nu de financiële toestand van het land de Regeering verplicht sommige onrechtstreeksche belastingen te verhoogen, is het billijk dat de grondeigendommen die, over het algemeen, niet hebben geleden van de waardevermindering van den frank, eveneens een meer dan gewone offer brengen om de Schatkist te stijven en het financieel herstel te bevorderen.

Met dit doel voert het onderhavig wetsontwerp buitengewone opcentiemen op de grondbelasting in. Deze opcentiemen worden uitsluitend ten voordeele van den Staat geïnd en mogen niet verhoogd worden van wege de provincies en de gemeenten. Anderzijds en alhoewel artikel 111 van de Grondwet bepaalt dat de belastingen ten voordeele van den Staat elk jaar worden gestemd en dat de wetten waarbij die belastingen worden ingevoerd, slechts voor één jaar van kracht zijn, heeft de Regeering gemeend in den tekst te mogen bedingen dat de belasting zal worden geïnd gedurende vier jaar en dat het daarbij zal blijven.

Luidens artikel 1, worden 100 ⁽¹⁾ opcentiemen geheven op de grondbelasting op de ongebouwde eigendommen andere dan bosschen en wouden; deze opcentiemen worden teruggebracht tot 50 ⁽²⁾ voor de bosschen en wouden en voor de gebouwde eigendommen die tot woongelegenheid dienen of in bedrijf worden genomen. Belasting bij wijze van opcentiemen op de grondbelasting wordt hier aangenomen, omdat het zoodoende altijd mogelijk zal zijn rekening te houden met de wijzigingen die zich zouden voordoen zoowel betreffende den persoon van den eigenaar als betreffende het bedrag van het inkomen; anderzijds zullen de bepalingen die thans voor de grondbelasting gelden inzake vestiging, inwor-

(1) Hetgeen overeenkomt met 10 l. h. van het kadastraal inkomen.

(2) Hetgeen overeenkomt met 5 t. h. van het kadastraal inkomen.

dering, vervolging, voorrecht, hypotheek, enz., automatisch toepasselijk zijn op voornoemde opcentiemen.

Feitelijk zullen zich weinig of geen moeilijkheden voordoen bij de aanduiding van de ongebouwde eigendommen aangewend voor bebouwing, uitspanning of speculatie, en waarop de 100 opcentiemen dienen geheven, en van de bosschen en wouden, voor dewelke slechts 50 opcentiemen zullen worden gevorderd. Wat betreft de gebouwde eigendommen, alleen deze die voor woongelegenheid dienen of in bedrijf worden genomen, zullen belast worden met opcentiemen; geen opcentiemen zullen dus worden gevestigd op de vaste goederen die een algemeen nuttige bestemming hebben — dit woord gebruikt in zijn ruimste beteekenis: gebouwen van den eeredienst, weldadigheids- of onderwijsinrichtingen, lokalen in gebruik genomen door studiekringen of door vereenigingen die kunst, propaganda, enz. voor doel hebben. Trouwens deze opsomming geldt enkel als voorbeeld.

Zijn anderzijds vrijgesteld de vaste goederen die onder toepassing van de huishuurwet vallen.

. . .

Artikel 2 bepaalt dat de opcentiemen verschuldigd zijn door den eigenaar, den bezitter, den erfpachter, den opstalhouder of den vruchtgebruiker van de belastbare goederen; hier bestaat dus het zelfde regime als in zake grondbelasting, met dit verschil evenwel dat de eigenaar in geen geval, buiten dat voorzien bij het volgend lid, die opcentiemen van zijne huurders kan vorderen, zelfs niet indien de huidige of latere huurceel een tegenstrijdige bepaling zou bevatten.

Dit zal echter niet het geval zijn indien, in den loop van een van de vier jaren waarin de opcentiemen zullen worden geheven, de huur- of de pachtsom minder bedraagt dan driemaal de huur- of pacht prijs van 1914 in geldspecie berekend; in dit geval, d. i. indien de prijs in papierfrank van de huur of van de pacht, in geldspecie, in voordeelen in natura of in rechtstreeksche verhouding tot den kostprijs van sommige producten of van eenige van deze producten vastgesteld, niet met minstens driemaal de huur- of pachtsom van 1914 overeenkomt en zelfs indien de huurovereenkomst hier omtrent geen enkele bijzondere bepaling bevat, is de persoon die de opcentiemen verschuldigd is, gerechtigd om de terugbetaling van de gestorte gelden te vorderen van zijne huurders of pachters; hij kan zich echter te dien einde niet wenden tot het Beheer der Belastingen, maar wel rechtstreeks tot zijne huurders.

. . *

Gaarne zou de Regeering zoo spoedig mogelijk in het bezit komen van de opbrengst van deze nieuwe belastingen; daarom bepaalt artikel 3 verminderingen op het totaal van de opcentiemen ten voordeele van de belastingplichtigen die hunne annuïteiten zullen afbetaald hebben vóór 1^o October 1926, 1^o Juli 1927 of 1^o Juli 1928.

II. — Taxe op de automobielen en andere motor- of stoomvoertuigen.

ART. 4.

Bij dit artikel worden 25 opcentiemen gevestigd op de taxe op de automobielen, wat dus eene vermeerdering met één vierde uitmaakt.

Aldus verhoogd, zal de belasting in het meerendeel der gevallen niet meer dan het viervoud van die van 1914 bedragen.

De voorgestelde opcentiemen zijn toepasselijk voor het jaar 1926, zelfs op de houders van automobielen, die de taxe reeds voldaan hebben. Een bijslag zal van hen gevorderd worden.

In geval van verkoop of van ophouding van gebruik, zal de bijslag berekend worden naar verhouding van den duur van benutting van het rijtuig door elk der houders.

Om alle mogelijke betwisting te ondervangen, bepaalt § 2 van artikel 4 de juiste draagwijdte van de bewoordingen van artikel 23 der wet van 31 December 1925 waarbij de taxe op 5 % van de belastbare ruwe waarde der voertuigen beperkt werd.

III. — Taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden.

ART. 5.

Het tweede lid van § één van artikel één der wet van 28 Februari 1920 luidt als volgt :

« Enkel wordt gemelde taxe afgetrokken om het bedrag der belastbare opbrengsten vast te stellen. » Het is dus toegelaten de taxe van het bedrag der ontvangsten af te trekken, 't is te zeggen, het bedrag van 15 t. h., als voorbeeld genomen, toe te passen ten beloope van $15/115^a$ in plaats van $15/100^a$.

Artikel 5, § één, heeft tot doel die vermindering af te schaffen. Voortaan zullen de bij de wet voorziene bedragen dus zonder eenigerlei korting toegepast worden. Voorbeeld : 1,200 frank ontvangsten zullen, tegen 15 t. h., onderworpen zijn aan eene taxe van 180 frank in stede van fr. 156.53. De inrichters van vertooningen of van vermakelijkheden moeten er voor zorgen de door hen voegzaam geachte maatregelen te treffen om de belasting op het publiek te verhalen.

De bals of danspartijen, elders ingericht dan in de dancings waar de taxe van 30 t. h. toepasselijk is, zijn thans maar belast tegen 15 t. h. Waar zij zoo druk bezocht worden, is het mogelijk dit percentcijfer op te voeren en te verhoogen tot 20 op alle daaruit voortvloeiende ontvangsten, met inbegrip namelijk van het inkomgeld, het dansgeld, de opbrengst der consumpties, enz.

De voorgestelde wijzigingen zullen ongeveer 9 millioen meer opbrengen. Opdat die vermeerdering uitsluitend den Staat te goed kome, is het noodig het aandeel der provincies en der gemeenten onderscheidenlijk van $1/10^e$ tot $1/12^e$ en van $3/10^a$ tot $3/12^a$ terug te brengen, te rekenen van het inwerkingtreden der nieuwe bepalingen.

IV. — Taxe op het spel en de weddenschappen.

Art. 6.

Bij het neerleggen van het ontwerp tot de wet van 31 December 1925, had de Regeering voorgesteld eene belasting te leggen op de op duivenprijskampen *ingezette sommen*, behoudens deze sommen vrij te stellen ingeval het bedrag ervan niet 10 frank te boven ging.

Daar de commissie, belast met het onderzoek van dit ontwerp, het verkieslijker oordeelde de belasting te heffen op de *toewijzingen aan de winners*, stelde de Regeering voor deze toewijzingen vrij te stellen indien ze niet meer dan 60 frank bedroegen. Doch de Wetgever bracht het maximum van vrijstelling op 100 frank (art. 51, § I, 2^o, 1^o lid der wet van 31 December 1925).

De ondervinding van eenige maanden heeft uitgewezen, dat dit maximum van 100 frank te hoog is en dat de meeste prijzen aan de belasting ontsnappen, daar de liefhebbers trouwens eene neiging vertoonen om hun weddenschappen over een grooter getal duiven te verdeelen ten einde beter de vrijstelling per duif te genieten. Daar de belasting enkel 3 t. h. bedraagt voor de toewijzingen van 500 frank en minder, heeft men gedacht, dat het maximum van vrijstelling zou kunnen verminderd worden van 100 tot 50 frank. Derwijze zullen de begrotingsvoorzieningen (6,000,000 frank voor 1926) ongetwijfeld worden bereikt.

De weddenschappen, welke aanleiding geven tot prijzen van 50 frank en minder, blijven gedekt door de taxe van 1 frank per ring (art. 90 der wet van 28 Augustus 1921. In stede van deze belasting te verhoogen — rekening houdend met de waardevermindering der munt — leek het verkieslijker, zooals hiervoren is gezegd, het vrijgestelde bedrag in zake toegewezen prijzen, te verminderen. De nieuwe last wordt aldus gedragen door degenen welke een voordeel bekomen.

— In het ontwerp tot de wet van 31 December 1925, had de Regeering voorzien dat weddenschappen op paardenwedrennen konden worden aanvaard binnen de omheining der renbaan en op bepaalde in de stad gevestigde aangenomen agentschappen. De Commissie, belast door de Kamers der Volksvertegenwoordigers met het onderzoek van dit ontwerp (*Parlem. bescheiden*, zittijd 1925-1926, bescheid n^o 87) meende echter den voorgestelden weg niet te kunnen inslaan.

Gedacht wordt dat, in onderhavig geval, zich een misverstand heeft voorgedaan. Aldus treden verschillende bestuurders van paardenwedreninrichtingen thans deze regeling bij, hoewel zij vroeger tegen bedoelde agentschappen gekant waren.

In de ingewijde kringen, schat men op verscheidene honderden millioenen de geheime weddenschappen welke in België gesloten worden op den uitslag van buitenlandsche wedrennen en welke aan de belasting ontsnappen. Doorgaans geschieden de verrichtingen door tussenkomst van dranklijters welke eene commissie van vaak 5 t. h. der verwedde sommen ontvangen. De meeste Belgische dagbladen geven achter den uitslag der buitenlandsche en namelijk Fransche wedrennen aanwijzingen betreffende de weddenschappen in het buitenland, aanwijzingen welke voorzeker de verrichtingen vergemakkelijken zoo van de wedders als van de geheime inrichters van weddenschappen.

Niettegenstaande het scherpste toezicht, kon aan de doenwijze der geheime agentschappen geen einde worden gesteld. De Regeering, gelet op den finan-

cieelen toestand van het oogenblik, heeft zich afgevraagd of het niet beter ware de inrichting van dergelijke weddenschappen zonder meer te dulden mits voorzorgen te nemen wat betreft de openbare zeden; zij laat aan de Wetgeving de zorg over de kwestie opnieuw in overweging te nemen.

— Om menigvuldige geschillen en rechtvorderingen te voorkomen, lijkt het noodig op uitdrukkelijke wijze te bepalen dat de tekst van artikelen 89 en 90 van de wet van 28 Augustus 1921 en deze van artikel 51 van de wet van 31 December 1925 geenerlei onderscheid maken wat betreft het openbaar of privaat karakter der verrichtingen. Het spreekt van zelf, dat er niet wordt aan gedacht eene belasting te leggen op spelen met gematigde inzetten welke bij gelegenheid plaats hebben op vergaderingen van eerder huiselijken aard. Het is echter niet aan te nemen vrijstelling van belasting te verleenen voor verrichtingen gedaan door de leden van maatschappijen welke honderde, ja duizende leden tellen, onder voorwendsel dat het private groepeerings geldt. § 3 van het artikel heeft tot doel allen twijfel dienaangaande op te heffen.

V. — Personeele belasting.

ART. 7.

Bij artikel 62 der wet van 31 December 1925 werden de opcentiemen ten bate van den Staat van 15 op 100 gebracht wat betreft de personeele belasting op dienstboden en paarden.

Gelet op de huidige omstandigheden, leek het dat deze vermeerdering kon verhoogd worden tot 200 opcentiemen zooals voorzien door art. 7 van het ontwerp.

In feite, zal deze belasting nauwelijks verdrievoudigd zijn in vergelijking met die van 1914.

De Minister van Financiën,

B^{on} HOUTART.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi portant modification des lois sur la contribution foncière, la taxe sur les jeux et paris, la taxe sur les spectacles ou divertissements publics, la taxe sur les automobiles et la contribution personnelle.

Wetsontwerp houdende wijziging van de wetten op de grondbelasting, de taxe op het spel en de weddenschappen, de taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden, de taxe op de automobielen en de personeele belasting.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en notre Nom, aux Chambres législatives :

I. — Contribution foncière.

ART. 1.

Il sera perçu pendant quatre ans, à partir de 1926, au profit exclusif de l'État, des centimes additionnels à la contribution foncière annuelle; ceux-ci sont fixés :

a) à 100 pour les propriétés non bâties autres que les bois et forêts;

b) à 50 pour les bois et forêts;

c) à 50 pour les propriétés bâties servant à l'habitation ou à l'exploitation.

Il sera accordé remise desdits additionnels : a) pour les immeubles dont le loyer est limité par une loi restrictive et n'est pas augmenté indirectement; b) pour les immeubles affectés à l'exercice du culte, à l'enseignement ou à une œuvre ne poursuivant aucun but de lucre.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Ministerraad :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden.

I. — Grondbelasting.

EERSTE ARTIKEL.

Gedurende vier jaar, te rekenen van 1926, worden, uitsluitend ten bate van den Staat, op de jaarlijksche grondbelasting opcentiemen geïnd, ten bedrage van :

a) 100 voor de ongebouwde eigendommen andere dan bosschen en wouden;

b) 50 voor de bosschen en wouden;

c) 50 voor de tot woning of voor een bedrijf dienende gebouwde eigendommen.

Vrijstelling van gezegde opcentiemen wordt verleend : a) voor de onroerende goederen waarvan de huishuur wordt beperkt door eene beperkende wet en niet onrechtstreeks verhoogd is; b) voor de onroerende goederen bestemd tot de uitoefening van den eeredienst, voor het onderwijs of voor een werk zonder winstbejag.

ART. 2.

Les additionnels établis par l'article qui précède sont dus par le propriétaire, possesseur, emphythéote, superficiaire ou usufruitier des biens imposables, nonobstant toute clause contraire.

Toutefois, lorsque le loyer ou fermage n'atteint pas en fait le triple en numéraire du loyer ou fermage de 1914, le redevable desdits additionnels peut en réclamer le remboursement aux locataires ou fermiers, mais sans intervention de l'Administration des Contributions.

ART. 3.

Si les quatre annuités sur la base de l'impôt foncier de 1926 sont acquittées avant le 1^{er} octobre prochain, il sera accordé une réduction de 25 %. Cette bonification sera réduite respectivement à 16 % et à 8 % sur les trois ou deux annuités restant dues si celles-ci sont payées avant le 1^{er} juillet 1927 ou 1928.

II. — Taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.

ART. 4.

§ 1^{er}. Il est établi au profit exclusif de l'État, 25 centimes additionnels à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.

Ces additionnels sont applicables à partir de l'année 1926.

§ 2. La valeur brute imposable d'une automobile, visée à l'article 23 de la loi du 31 décembre 1925, s'entend du prix de vente dans le pays, au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, d'un véhicule identique ou analogue à l'état neuf,

ART. 2.

De bij het vorig artikel gevestigde opcentiemen zijn verschuldigd door den eigenaar, bezitter, erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker van de belastbare goederen, niettegenstaande elk strijdig beding.

Wanneer echter de huurprijs of de pachtsom in feite het driedubbele, in geldspecie, van den huurprijs of van de pachtsom in 1914 niet bereikt, kan hij, die de opcentiemen verschuldigd is, er de terugbetaling van vorderen van de huurders of pachters, doch buiten de tusschenkomst van het beheer der belastingen.

ART. 3.

Indien de vier annuïteiten, berekend naar de grondbelasting voor 1926 afbetaald zijn vóór 1^o October aanstaande, wordt 25 t. h. vermindering toegestaan. Deze vergoeding wordt onderscheidenlijk op 16 t. h. en op 8 t. h. verminderd op de drie of de twee nog verschuldigd blijvende annuïteiten, indien deze vóór 1 Juli 1927 of 1928 betaald zijn.

II. — Taks op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen.

ART. 4.

§ 1. Op de taxe op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen worden, uitsluitend ten bate van den Staat, 25 opcentiemen geheven.

Bedoelde opcentiemen worden, te rekenen van het jaar 1926, toegepast.

§ 2. Door de bij artikel 23 der wet van 31 December 1925 bedoelde belastbare ruwe waarde van een automobiervoertuig wordt verstaan, het bedrag van den verkoopprijs in het land, op 1 Januari van het jaar der belasting, van

carrosserie, équipements et tous accessoires compris.

een volkomen gelijk of gelijksoortig voertuig, *in nieuwen staat*, met inbegrip van de koets, de toerusting en alle toebehooren.

III. — Taxe sur les spectacles ou divertissements publics.

III. — Taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden.

ART. 5.

ART. 5.

§ 1^{er}. Est supprimé le deuxième alinéa du § 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1920 qui prescrit de déduire la taxe sur les spectacles pour établir le montant des recettes imposables.

§ 1. Wordt ingetrokken, het tweede lid van § 1 van artikel 1 der wet van 28 Februari 1920, waarbij voorgeschreven wordt de taxe op de vertooningen af te trekken om het bedrag der belastbare ontvangsten te bepalen.

§ 2. Par modification à l'article 45, § 2, de la loi du 31 décembre 1925, le taux de la taxe sur les spectacles est porté à 20 % pour les recettes quelconques effectuées à l'occasion de bals ou parties de danses organisés dans des locaux autres que les maisons de danse ou restaurants y annexés, où la taxe de 30 % est applicable.

§ 2. Met wijziging van artikel 45, § 2, van de wet van 31 December 1925, wordt het bedrag van de taxe op de vertooningen gebracht op 20 t. h. voor om het even welke ontvangsten gedaan bij gelegenheid van bals of danspartijen ingericht in andere lokalen dan danshuizen of daarbij behorende eetgelegenheden, waar de taxe van 30 t. h. toepasselijk is.

§ 3. Par modification au § 1^{er} de l'article 8 de la loi du 28 février 1920, la part de la province et de la commune dans la taxe sur les spectacles est réduite respectivement d'un dixième à un douzième et de trois dixièmes à trois douzièmes.

§ 3. Met wijziging van § 1 van artikel 8 der wet van 28 Februari 1920, wordt het deel van de provincie en de gemeente in de taxe op de vertooningen onderscheidenlijk van een tiende tot een twaalfde en van drie tienden tot drie twaalfden verminderd.

IV. — Taxe sur les jeux et paris.

IV. — Taxe op het spel en de weddenschappen.

ART. 6.

ART. 6.

§ 1^{er}. Est réduit de 100 francs à 50 francs par pigeon et par voyage, le maximum de l'attribution dans les concours colomphiles exonérée de la taxe sur les jeux et paris en vertu du n° 2 du § 1^{er} de l'article 51 de la loi du 31 décembre 1925.

§ 1. Wordt verminderd van 100 frank tot 50 frank per duif en per reis, het maximum van de toewijzing in duivenprijskampen, vrij van de taxe op het spel en de weddenschappen krachtens n° 2 van § 1 van artikel 51 der wet van 31 December 1925.

§ 2. Le premier alinéa du § 2 de l'article 53 de ladite loi est complété par

§ 2. Het eerste lid van § 2 van artikel 53 van meergenoemde wet, wordt

les mots « et dans les agences *ad hoc*, qui seront autorisées dans des centres urbains aux conditions fixées par le Ministre des Finances ou son délégué ».

§ 3. La taxe sur les jeux établie par les articles 89 et 90 de la loi du 28 août 1921 et l'article 51 de celle du 31 décembre 1925 est applicable sans distinguer quant au caractère public ou privé des opérations.

V. — Contribution personnelle.

ART. 7.

Sont portés de 100 à 200 les additionnels en matière de contribution personnelle, établis au profit exclusif de l'État par l'article 62 de la loi du 31 décembre 1925.

Cette augmentation est applicable à partir de l'exercice 1926.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1926.

aangevuld met de woorden « en in de agentschappen daartoe, welke zullen toegelaten worden in de stadscentra, tegen de voorwaarden bepaald door den Minister van Financiën of zijn gemachtigde. »

§ 3. De taxe op het spel, bepaald bij artikelen 89 en 90 der wet van 28 Augustus 1921 en artikel 51 van die van 31 December 1925, is toepasselijk zonder onderscheid te maken in zake den openbaren of privaten aard der verrichtingen.

V. — Personeele belasting.

ART. 7.

Worden van 100 op 200 gebracht, de opcentiemen in zake personeele belasting, bepaald ten uitsluitenden bate van den Staat bij artikel 62 der wet van 31 December 1925.

Deze verhooging is toepasselijk te beginnen met het dienstjaar 1926.

Gegeven te Brussel, den 2 Juni 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

*De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail et
de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid en
Sociale Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafen, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

DE BROQUEVILLE.

Le Ministre, membre du Conseil,

De Minister, lid van den Raad,

E. FRANCQUI.
